**Les populations d’oiseaux, de poissons, de mammifères, d’amphibiens et de reptiles ont décliné de 69 % en moins de 50 ans (Le Monde, 13 octobre 2022)**

*Un indicateur publié par le Fonds mondial pour la nature (WWF) témoigne de l’érosion continue de la biodiversité.*

Tous les deux ans, **le Fonds mondial pour la nature (WWF)** évalue l’abondance des populations de vertébrés sauvages, par le biais de son **« Indice planète vivante » (IPV).** Et, tous les deux ans, cet indicateur décrit un déclin qui s’accroît, inexorablement. Selon la dernière édition du rapport, publiée jeudi 13 octobre**, les populations d’oiseaux, de poissons, de mammifères, d’amphibiens et de reptiles ont décliné en moyenne de 69 % entre 1970 et 2018. En 2020, le même indicateur faisait état d’une chute de 68 %.**

*« Une baisse de 1 point en deux ans, c’est colossal, et on a perdu 10 points en dix ans,* souligne Arnaud Gauffier, le directeur des programmes du WWF. *Sur des populations très faibles, cela peut être dramatique et conduire à des extinctions. Le seul fait que cet indicateur ne s’améliore pas est catastrophique. »* Les vertébrés représentent moins de 5% des espèces animales connues, mais sont les plus suivis.

**Grandes disparités**

**En à peine cinquante ans, selon l’IPV, les populations de gorilles des plaines ont diminué de 80% ; celles des éléphants des forêts d’Afrique, classés en danger critique d’extinction, de 86%. Les populations de requins et de raies océaniques se sont également effondrées (–71 %).** D’autres populations – environ la moitié de celles qui ont été étudiées – sont en revanche stables ou s’accroissent.

Elaboré par la Société zoologique de Londres, l’Indice planète vivante calcule une tendance d’évolution moyenne pour des dizaines de milliers de populations de vertébrés terrestres, marins et d’eau douce. En 2022, 31 821 populations représentant 5 230 espèces ont été prises en compte, soit 838 nouvelles espèces et 11 011 populations de plus par rapport à 2020 – une augmentation considérable. Le nombre d’espèces de poissons (+ 29 %) et d’oiseaux (+ 95 %) notamment, ainsi que les données provenant de régions auparavant sous-représentées, comme l’Amérique latine et les Caraïbes, ont été largement étoffés.

Fin 2020, des chercheurs avaient jugé, dans un article publié dans Science, que cet indicateur donnait une vision « *catastrophiste* » de l’érosion de la biodiversité, en estimant que la diminution extrême de certaines populations affectait de façon « *disproportionnée* » la moyenne globale. Pour cette nouvelle édition, l’IPV a été recalculé en excluant certaines espèces ou populations. « *Cela a confirmé que l’indice n’était pas déterminé par des déclins ou des augmentations extrêmes »,* écrivent les auteurs du rapport.

La perte de biodiversité est particulièrement compliquée à résumer en un chiffre ou une mesure qui ferait consensus, le phénomène étant multidimensionnel. *« L’IPV permet de faire des comparaisons utiles d’année en année et de donner un ordre de grandeur de la perte de biodiversité,* explique Michel Loreau, directeur de recherche au CNRS. *Mais je préfère d’autres études plus spécialisées et homogènes sur le déclin des oiseaux ou des insectes, qui sont tout aussi alarmantes. »*

*« Cet indicateur reste une pierre angulaire de la communication sur la crise de la biodiversité et montre clairement que cela va mal,* ajoute Paul Leadley, professeur en écophysiologie végétale à l’université Paris-Saclay. *Mais il faut ensuite vraiment regarder où sont les populations très à risque et voir pourquoi elles déclinent. Le fait que l’IPV soit global n’aide pas forcément à bien cibler les actions à mettre en œuvre. »*

Dans le détail, **le chiffre de 69 % recouvre en effet de grandes disparités entre régions géographiques**. En Europe et Asie centrale et en Amérique du Nord, la baisse depuis 1970 n’est « que » de 18 % et 20% respectivement, alors qu’elle atteint 55 % en Asie et dans le Pacifique et 66 % en Afrique. **La zone Amérique latine et Caraïbe est de très loin la plus affectée, avec une baisse moyenne atteignant 94 %.** La relative bonne performance des pays occidentalisés s’explique en partie par les effets positifs des politiques de conservation de la nature, mais aussi par le fait que le suivi ne remonte qu’à 1970. « *En Europe, l’état de référence à cette date était plus pauvre que sur d’autres continents, parce que la destruction de la biodiversité avait eu lieu avant »,* précise Véronique Andrieux, la directrice générale du WWF.

**Facteurs d’effondrement connus**

**Parmi les milieux, celui des eaux douces demeure le plus touché, avec une baisse moyenne de 83 % des populations.** *« Ces milieux étant fortement connectés, les menaces peuvent facilement se déplacer d’un endroit à l’autre* », précise le rapport. **Les populations de poissons migrateurs, particulièrement affectées par la mise en place de barrages ou d’autres obstacles le long des fleuves, sont en déclin de 76 %.**

**Les principaux facteurs d’effondrement de la biodiversité au niveau mondial** sont connus et ont été classés par ordre d’importance par la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). **Le premier est le changement d’usage des terres et la fragmentation des espaces, principalement liés à l’agriculture intensive. Viennent ensuite la surexploitation (pêche intensive, chasse, braconnage…), les pollutions à égalité avec le dérèglement climatique, puis les espèces invasives.** *« Si rien n’est fait pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, le réchauffement deviendra bientôt la principale menace pour la biodiversité »*, rappelle toutefois Arnaud Gauffier.

L’intensité de ces différentes pressions varie selon les régions. « ***La pollution des sols, de l’eau et de l’air a un impact particulièrement fort en Europe »,*** précise le WWF. L’usage de pesticides dans le cadre de l’agriculture intensive, notamment, a des conséquences délétères pour les espèces et les écosystèmes. Pour les amphibiens, les oiseaux et les mammifères terrestres, les menaces liées à l’agriculture, à la chasse et à l’exploitation forestière sont principalement présentes dans les tropiques, alors que les régions polaires, la côte est de l’Australie et l’Afrique du Sud présentent les probabilités d’impact les plus élevées en matière de changement climatique, décrit également le rapport.

**Souvent, différents facteurs se conjuguent.** C’est le cas par exemple pour le dugong, un mammifère marin herbivore autrefois présent sur l’ensemble du pourtour Indo-Pacifique. Aujourd’hui, ce cousin du lamantin est en train de disparaître de nombreux pays et a été déclaré éteint fin août en Chine. La France est l’un des rares pays à compter une population encore considérée comme viable, avec quelques centaines d’individus présents en Nouvelle-Calédonie. « *Le dugong se reproduit peu et tardivement*, explique Marc Oremus, le directeur du bureau Nouvelle-Calédonie du WWF. *Même s’il est protégé depuis longtemps, le braconnage persiste, car sa viande est très appréciée des locaux. Il y a des prises accidentelles dans les filets de pêche et des collisions avec des bateaux. Et les herbiers où ils se nourrissent et se reproduisent sont menacés par le réchauffement.»*

Comment enrayer cette perte de biodiversité ? Les solutions, là encore, sont connues. « *Il faut protéger plus et mieux les espèces et les écosystèmes, restaurer ce qui a été dégradé mais aussi transformer nos modes de production et de consommation, et notamment le système agroalimentaire,* rappelle Véronique Andrieux. *Le seul fait de protéger ne suffit pas.* » « *Dès qu’on laisse la nature un peu tranquille, elle peut rebondir*, ajoute Arnaud Gauffier. *La situation est catastrophique, mais pas encore désespérée*. » Prévue début décembre à Montréal, au Canada, la COP15 sur la biodiversité doit permettre d’établir un nouveau cadre mondial visant à mettre un terme à l’effondrement constaté d’ici à la fin de la décennie.